

CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

DECEMBRE 2018

1^{er} décembre – L'espion qui venait du Sénat soupçonné d'avoir livré des informations à PYONGYANG. Un fonctionnaire a été mis en examen pour trahison. Benoit QUENNEDEY a déploré la « diplomatie d'agressivité » de PARIS contre la Corée du Nord. Il a été placé sous contrôle judiciaire.



Les députés votent l'interdiction symbolique de la fessée. Le texte a une visée pédagogique.

2/3 décembre – Un prêtre soupçonné d'agressions sexuelles incarcéré à NICE. Pendant plusieurs années il aurait abusé de jeunes garçons. A l'époque des faits aucune des victimes n'ose parler, persuadé d'être un cas isolé.

4 décembre – A PARIS un déchaînement de violences. Voitures et boutiques de luxe, banques, supermarchés ont été la cible de groupes d'émeutiers. L'arc de Triomphe a été saccagé.

5 décembre – Le Danemark veut envoyer les délinquants sur une île. La mesure concernerait les criminels condamnés à l'expulsion ainsi que les délinquants dont la demande d'asile a été rejetée.

La fièvre jaune s'invite à la porte des lycées. Dans près de 200 établissements, blocages suivis de manifestations.

70 personnes ont été jugées lundi à PARIS, 18 peines de prison ferme ont été prononcées.

6 décembre – Les banlieues hésitent à rejoindre le mouvement. Des associations de quartiers populaires tentent de mobiliser. « L'enjeu pour les habitants des banlieues c'est avant tout un boulot ». Militant Sud-Rail.

La prison de la Santé doit rouvrir en janvier 2019 avec une capacité de 1100 places de détention.

7 décembre – Intox : la rumeur conspirationniste de « pacte migratoire » à l'ONU. Le « pacte de Marrakech » est une déclaration symbolique qui ne vise qu'à répondre à la crise des migrants.

Hausse record des cambriolages en 2017. Le nombre de victimes de violences sexuelles a fortement augmenté. L'affaire WEINSTEIN et le mouvement #MeToo ont pu pousser un grand nombre de victimes à se déclarer.

8 décembre – Une vidéo tournée à Mantes-la-Jolie montrant des lycéens en situation humiliante relance le débat sur les violences policières.

Violences policières : des avocats portent plainte. « La France est le seul pays de l'UE à utiliser des grenades GLI-F4 dans le cadre du maintien de l'ordre » disent les avocats. « A chaque utilisation de ces armes il y a un risque de blesser, mutiler ou tuer un civil ». Arié ALIMI avocat d'un blessé.

9/10 décembre – Le Défenseur des droits va ouvrir une enquête sur les « conditions » de l'interpellation violente de 151 jeunes, jeudi à Mantes-la-Jolie. « Les policiers ont ramassé tout le monde sans faire de tri ».

PRISONS : Force Ouvrière remporte les élections professionnelles. 26 ans après avoir été détrôné par l'UFAP-UNSA, FO tient sa revanche.

FO 34% des voix

UFAP-UNSA 33%

Percée du syndicat pénitentiaire des surveillants proche de l'extrême droite 7%

CGT 13,7%.

Cinq ans après la vidéo, le parquet requiert la relaxe au procès du « mur des cons ». L'ancienne Présidente du Syndicat de la Magistrature est poursuivie notamment par deux pères de jeunes filles assassinées.

11 décembre – Scène de pillage dans un établissement scolaire du RAINCY. Durant la première semaine de mobilisation lycéenne des « débordements » ont mis sous pression des établissements dans l'académie de CRETEIL.

12 décembre – Lundi, étalées sur cinq salles 54 comparutions immédiates ont occupé le tribunal de grande instance de PARIS. Les audiences voient défiler la France du RSA et des fins de mois difficiles. « Les comparutions immédiates sont une juridiction archaïque » Basile ADER vice-bâtonnier du Barreau de PARIS « Justice aléatoire selon que vous passez en début d'audience ou au milieu de nuit ».

13 décembre – Attaque meurtrière de STRASBOURG, la France de nouveau sous le choc. L'assaillant identifié et fiché « S » a fait feu sur une patrouille de police après avoir tué deux personnes et blessé 14 autres.

Depuis 2015 : 14 attaques meurtrières qui ont fait 246 morts auxquels il faut ajouter les 2 morts de Strasbourg.

Réforme de la justice : la contestation des avocats se poursuit. L'examen des deux projets de loi est terminé à l'Assemblée Nationale. Les avocats craignent une

marginalisation des petits tribunaux.

Marc Ladreit de Lacharrière condamné dans l'affaire FILLON huit mois de prison avec sursis et 375000 euros d'amende dans le cadre d'une procédure de « plaider coupable ».

14 décembre – STRASBOURG : un voyou devenu terroriste. Il avait été condamné 27 fois avant la tuerie, première affaire à l'âge de 10 ans. Il a enchaîné les séjours en détention en France et en Allemagne. Sa radicalisation serait intervenue à son incarcération.

Nicole BELLOUBET veut fiabiliser la justice antiterroriste. Après la libération par erreur d'un détenu dans une affaire de terrorisme, la Garde des Sceaux demande de sécuriser les bonnes pratiques.

Cédric HERROU : « le principe de fraternité » validé par la justice. La Cour de Cassation a annulé la condamnation en appel du militant qui avait aidé des migrants.

15 décembre – Chérif CHEKATT, l'auteur de la fusillade de STRASBOURG a été tué par une patrouille de police alors qu'il s'apprêtait à tirer. Pour le sociologue Farhad KHOSROKHAVAR il n'était pas djihadiste et sa radicalisation n'a rien à voir avec l'islam. Son geste est davantage dicté par le désespoir que par une idéologie politique.

La protection des mineurs mise à mal par la justice. Juges et associations s'alarment des délais de prise en charge lorsque des cas de maltraitance sont signalés. « Des mineurs sont en danger mais restent dans leur famille en attendant que l'on trouve une solution » Laurent GEBLER Président du Tribunal pour enfants de BORDEAUX.

16/17 décembre – La justice confrontée aux interpellations massives. Lors de l'acte IV des « gilets jaunes », 1082 personnes ont été interpellées à PARIS. Parmi les 180 comparutions depuis le début du mois, 30 cas ont été renvoyés à janvier 2019.

4 maires de Seine-Saint-Denis attaquent l'Etat en justice du fait de la non dotation du département en nombre de professeurs, de magistrats et de policiers.

18 décembre – Alexandre BENALLA de nouveau mis en examen. L'ex-proche du chef de l'Etat est suspecté de nouvelles violences commises le 1^{er} Mai. Elles ont été commises quelques heures avant l'épisode de la Contrescarpe.

BARTEK, artiste touche à tout, cinquième mort de STRASBOURG. « BARTEK, c'est un agneau qui s'est trouvé en face d'un loup » Bernard REVEL professeur au théâtre National de STRASBOURG.

19 décembre – Procès requis contre M. URVOAS pour « violation du secret professionnel ». L'ex-ministre de la Justice est soupçonné d'avoir transmis au député Thierry SOLERE des informations concernant une enquête pénale le visant.

Contrôles au faciès : les trois lycéens qui assignaient l'Etat en justice ont été déboutés. Ils ont décidé de faire appel du jugement.

20 décembre – Fleur PELLERIN soupçonnée de prise illégale d'intérêts. La Haute autorité pour la transparence de la vie politique (HATVP) a saisi le parquet national financier

sur les liens de l'ex-ministre avec un groupe sud-coréen.

300.000 euros d'amende pour l'ancien député LR Alain MARSAUD. Pendant quatre ans, il a embauché sa fille comme collaboratrice parlementaire de manière fictive. Il a aussi été condamné à un an de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité. C'est le premier parlementaire condamné pour un « emploi familial ».

En France, les « Smart cities » des villes sous surveillance. De plus en plus de collectivités, à l'image de NÎMES, NICE ou VALENCIENNES se laissent tenter par des plates-formes numériques, organisées autour des outils de surveillance et de contrôle de l'espace public

21 décembre – Le Sénat veut mettre un terme aux fantasmes sur les fichés « S ». Un rapport de la commission des lois sénatoriale rejette toute idée d'expulsion ou d'internement des personnes signalées. Les « Les fichés « S » n'ont jamais eu pour objet d'empêcher un attentat » François PILLET Sénateur du Cher.

Des gilets jaunes mis en examen après l'incendie d'un péage.

Les policiers obtiennent une revalorisation salariale, après une journée de mobilisation. Une phase de négociation est ouverte pour régler le problème des millions d'heures supplémentaires non payées par l'Etat.

L'enquête américaine qui menace AIRBUS, elle porte sur des présomptions de corruption. Le constructeur encourt une amende record de plusieurs milliards de dollars et la condamnation à titre individuel de plusieurs cadres.

22 décembre – Le djihadiste français Peter CHERIF arrêté. Arrêté à DJIBOUTI, le terroriste est lié aux frères KOUACHI, auteurs de la tuerie de « CHARLIE HEBDO ». L'hypothèse qu'il ait pu être commanditaire de l'attentat n'a pas été établie.

Perquisition au Siège de la Métropole de LILLE. La procédure concerne les frais du Président de la MEL.

L'asphyxie des parquets dégrade la qualité des enquêtes judiciaires. Les procureurs n'ont plus les moyens de remplir leur mission de contrôle. Le taux de réponses pénales est passé de 55% à 90% mais leur qualité est en cause.

Une école musulmane « clandestine » fermée à MARSEILLE après la mise à jour d'une série d'infractions.

23/24 décembre – « Pépète » et Gladys, les amants meurtriers de l'ISERE ont été condamnés à 15 ans de réclusion.

Enquête sur un milliardaire des Emirats arabes propriétaire de nombreux biens immobiliers en France. Il s'agirait de la conséquence d'un scandale planétaire de corruption autour d'un fonds souverain de Malaisie.

25/26 décembre – L'acte VI de la mobilisation marqué par des violences et des dérives en série. Des actes antisémites ont été recensés. Des gilets jaunes ont été filmés en train de faire des « quenelles ». Des gilets jaunes ont décapité l'effigie du Président.

Attentat de NICE : les proches d'une victime mieux indemnisés. Le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme a été condamné à verser 77500 euros à une plaignante.

L'Elysée embarrassée par les voyages d'affaire d'Alexandre BANALLA.

26 décembre – Le Vatican résolu à lutter contre la pédophilie. Dans un discours extrêmement ferme devant la curie romaine le pape a demandé que les prêtres coupables soient dénoncés à la justice humaine.

28 décembre – Enquête sur la « diplomatie » privée d'Alexandre BANALLA en AFRIQUE. L'ancien chargé de mission fréquente assidûment le milieu des intermédiaires français. L'Elysée va se pencher en interne sur les activités de M BENALLA pour vérifier qu'il n'a jamais profité de son titre.

29 décembre – Le djihadiste Peter CHERIF incarcéré. Il doit exécuter une peine de cinq ans de prison prononcée en mars 2011 pour avoir combattu en IRAK en 2004. Il fait l'objet d'une enquête pour ses activités au YEMEN où il était devenu un cadre d'Al-Qaïda.

Feu vert à l'arrivée de cannabis thérapeutique, l'Agence du médicament souhaite la mise en place d'une expérimentation avant fin 2019.

Les passeports diplomatiques de BENALLA. L'ex-conseiller du Président s'est vu délivrer un passeport après sa mise à pied par l'Elysée.

Embarras belge envers les enfants du djihad. Un juge belge ordonne le rapatriement des familles de combattants partie en SYRIE et retenus dans une zone contrôlée par les Kurdes.

30/31 décembre – Droit d'asile : à LYON les avocats refusent les visio-conférences. Le projet prévu par la loi asile et immigration pour l'examen des recours des demandeurs d'asile est bloqué. « Cette réforme des audiences met littéralement un écran entre le juge et le réfugié, c'est une perte d'humanité » Marie-Noëlle FRERY avocate.

Imbroglia au sommet sur les passeports de BENALLA. Le ministre des Affaires étrangères a saisi le procureur de la République de PARIS.